

La Russie et l'Orient : une approche géohistorique et géopolitique

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicom, 2005), de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, 2006), co-auteur de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (Institut Thomas More/DAS, ed. Unicom, 2008).

Ce texte reprend les lignes de force d'une conférence donnée dans le cadre de l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Caen, le 13 novembre 2008.

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a modifié les perceptions occidentales. Jusqu'à l'été 2008, la Russie était perçue comme un partenaire difficile mais « gérable », les craintes des pays d'Europe centrale et orientale relevant d'une sorte de syndrome post-soviétique. La question russe n'est pourtant pas réductible à un simple embarras géopolitique et l'on peut voir en cette puissance ré-émergente un nouveau problème de sécurité. La politique étrangère russe et les rhétoriques associées entrent en résonance avec l'ambivalence historique, géographique et géopolitique de ce pays-continent. La Russie se détournerait-elle donc de l'Occident pour basculer vers l'Orient (l'Asie orientale, dans les limites de cette analyse)? Ses dirigeants entendraient-ils réitérer ce que l'Amiral Castex nommait la « manœuvre de Gengis Khan », i.e. assurer ses arrières en Asie pour se retourner ensuite contre l'Ouest? De fait, le second mandat présidentiel de Vladimir Poutine aura été marqué par une inflexion eurasiatique, la diffusion des représentations géopolitiques néo-eurasistes accompagnant le renforcement du « partenariat stratégique » Moscou-Pékin et les développements de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai). L'approche géohistorique et géopolitique des relations avec l'Orient met en évidence la dimension eurasiatique, voire eurasienne, de la Russie ; une « Russie-Eurasie » ?

« La Russie est l'Eurasie, un monde à part, distinct des pays situés à l'ouest et de ceux situés au sud et au sud-est (...). L'espace eurasiatique n'est pas divisé entre deux continents, il en forme un troisième ».

Pètr Savitski, 1925

« La Russie s'est toujours perçue comme un pays eurasiatique. Nous n'avons jamais oublié que l'essentiel du territoire russe se trouve en Asie ».

Vladimir Poutine, 2000

Depuis Pierre le Grand (1682-1725), l'Occident est au cœur de la quête identitaire de la Russie, ce qui n'est pas allé sans paradoxes historiques. Ainsi l'entreprise d'occidentalisation conduite par ce tsar modernisateur a-t-elle accentué les traits « asiatiques » de l'identité socio-politique russe (extension du servage et coercition renforcée). Pour séduire leurs homologues européens et promouvoir les intérêts de la Russie au cœur de l'Union, les politiques, diplomates et « intellectuels organiques » de ce pays sont prompts à rappeler la contribution des écrivains et des artistes russes à la haute culture occidentale. Pourtant, l'ambivalence multiforme de la Russie ne peut être ignorée.

En exil à la cour d'Alexandre I^{er} (1801-1825), Joseph de Maistre nous décrit le visage européen de l'Empire russe mais quelques années plus tard, ce sont les traits asiatiques de ce même empire que le marquis de Custine fustige (cf. *Lettres de Russie*, 1843). Si le marxisme de Lénine et des Bolcheviks peut être analysé comme un chirurgien de la philosophie des Lumières, l'appareil de pouvoir et la violence terroriste qu'ils déploient rappellent les mœurs et les pratiques des maîtres mongols d'antan. Cette « culture » politique tchékiste imprègne aujourd'hui encore les pratiques des dirigeants russes et elle légitime auprès d'une partie de l'opinion publique le rôle des « *siloviki* » (les hommes issus des structures de sécurité) dans les sphères décisionnelles.

De la Moscovie à la mer d'Okhotsk

L'histoire comme la géographie mettent en perspective la dimension asiatique de la Russie. Centrée sur le Dniepr, la « Rus' » médiévale participait de la Chrétienté grecque (l'Europe byzantine) et cette principauté entretenait des liens étroits avec l'Occident mais la victoire des hordes venues d'Asie sur les bords de la

Kalka (1223) et la destruction de Kiev (1240) marquent le début de la longue domination mongole. Le centre de gravité de l'espace russe se déplace vers la Moscovie, tributaire des Mongols, plus proche de l'Asie (la Volga est orientée vers l'Asie). En 1480, après plus de deux siècles de domination mongole, Ivan III (1462-1505) cesse de payer tribut aux maîtres asiatiques. Ivan IV dit le Terrible (1533-1584) passe ensuite à la contre-offensive et il porte le front russe sur la Volga (prise de Kazan, en 1552, et d'Astrakan, en 1556). Si la Russie fait alors figure de rempart de l'Occident, c'est à la manière d'un khan mongol qu'Ivan le Terrible asseoit sa domination politique. Les caractéristiques de l'« opritchnina » en font l'une des expressions du despotisme asiatique et divers historiens considèrent ce système de coercition comme la préfiguration de la Tcheka et de l'appareil de pouvoir bolchevik (1). De fait, Staline voyait en Ivan le Terrible le plus grand de tous les tsars. Toutefois, la question du « malheur russe » fait encore débat et le rôle de l'idéologie marxiste-léniniste dans la politique de terreur des Bolcheviks est essentiel (voir sur ce point les débats entre Richard Pipes et Alexandre Soljenitsyne).

Toujours est-il que le despotisme et l'extension de l'aire de servage permettent la conquête et la maîtrise de vastes territoires à l'est de l'Oural. La prise de contrôle de la Volga oriente les énergies vers la Caspienne et l'Asie centrale. Plus au nord, les cosaques de Yermak franchissent l'Oural (1580) ouvrant ainsi la voie à la conquête de la Sibérie (le khanat de Sibir est conquis en 1598). Outre les ressources du sous-sol, les immenses forêts sibériennes recèlent d'importantes richesses - les fourrures, exigées comme tribut des populations indigènes -, et l'effort de conquête est soutenu par les négociants de Novgorod, dont la dynastie marchande des Stroganov. Ces fourrures sont ensuite exportées par caravane vers la Chine puis par les navires anglais et hollandais qui viennent jeter l'ancre dans les ports de la Baltique et ceux de la mer Blanche (Arkhangelsk, la ville de l'Archange Saint Michel, est fondée en 1582). L'expansion est rapide et les cosaques atteignent les rivages de l'océan Pacifique avant le milieu du XVII^e siècle (Okhotsk est fondée en 1649). Comme le souligne Yves Lacoste, l'affirmation de la Russie face à l'Asie ne va pas sans une assimilation partielle des pratiques asiatiques du pouvoir : « *Il est probable que pour administrer et organiser ces immenses territoires, les Russes se sont inspirés du « savoir penser l'espace » des Mongols qui, avant eux et à l'exemple des Chinois, avaient su s'assurer la maîtrise et diriger la gestion de gigantesques empires* » (2). La géohistoire nous mène donc à la problématique du despotisme oriental (3).

Souignons le fait que l'extension territoriale de la Russie à l'Asie intervient avant même que Pierre le Grand ne conquière la façade baltique (Paix de Nystadt, 1721) et que Catherine II (1762-1796) n'élargisse les frontières impériales à l'Europe centrale et aux rives septentrionales de la mer Noire (les trois partages de la Pologne entre 1772 et 1795 ; traité de Koutchouk-Kaïnardji en 1774 (3)). Dans l'intervalle, Vitus Jonassen Béring, officier de marine danois au service du Tsar, est envoyé reconnaître les côtes russes du Kamtchatka et de l'Asie (1725) ; il franchit le détroit qui porte aujourd'hui son nom (1728) puis découvre l'Alaska et les îles Aléoutiennes. A la fin du XVIII^e siècle, les Russes tiennent aussi les côtes méridionales de l'Alaska et ils s'avancent jusque dans le nord de la Californie alors possession espagnole. Pourtant, l'Alaska est vendu aux Etats-Unis en 1867, tant pour contrer les ambitions géopolitiques de l'Angleterre, vainqueur de la guerre de Crimée (1853-1856), que pour concentrer les efforts sur la conquête et la maîtrise des territoires asiatiques ; Alexandre II (1855-1881) prend aussi en compte des arguments d'ordre théologique (une séparation voulue par Dieu entre l'Asie et l'Amérique).

La poussée impériale russe en Asie

En Extrême-Orient, la Chine est repoussée sur la rive gauche de l'Amour et la fondation du port de Vladivostok, le « maître de l'Orient », exprime les ambitions russes dans une aire géopolitique longtemps dominée par l'Empire du Milieu (voir les « traités inégaux » de 1858-1860). La victoire japonaise de 1905 repousse la Russie hors de Mandchourie et de Corée mais l'issue de la guerre civile entre « Rouges » et « Blancs », sur les voies du Transsibérien et dans la région dite des « Trois-frontières » (Bouriatie-Mongolie-Mandchourie), interdit au Mikado l'extension de la sphère d'influence japonaise à l'Extrême-Orient russe (4). En août 1945, l'URSS réoccupe le sud de Sakhaline, perdu en 1905, et prend possession des îles méridionales de l'archipel des Kouriles.

La poussée asiatique de la Russie s'est aussi exercée au Turkestan, au détriment là encore, pour partie du moins, de l'influence chinoise. Si le nord du Kazakhstan est intégré dans l'Empire russe dès le XVII^e siècle, la conquête des steppes désertiques à l'est de la Caspienne relève pour l'essentiel de la seconde moitié du XIX^e siècle. Par contre-coup géopolitique, la pénurie de coton que la guerre de Sécession (1861-1865) provoque en Europe incite les dirigeants russes à conquérir les oasis de la vallée du Ferghana, entre Syr Daria et Amour Daria, dans le sud de la dépression aralo-caspienne. La ville de Tachkent est prise (1865) et dans les deux décennies qui suivent, c'est l'ensemble de la région qui passe sous contrôle russe. Ces territoires sont regroupés dans le gouvernement général du Turkestan, avec pour centre administratif et militaire la ville de Tachkent. Dans les années 1920, les Bolcheviks découpent ce vaste ensemble en cinq républiques fédérées

de manière à réduire le nationalisme pantouranien, un temps incarné par le Tatar Sultan Galiev, collaborateur direct de Staline (5).

Sur le plan territorial, l'URSS est à son apogée à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Vaste ensemble géopolitique eurasiatique, l'Union soviétique (la « Russie-Soviétie ») se disloque au cours de l'année 1991 et la Russie retrouve l'enveloppe spatiale et les frontières qui étaient les siennes au XVII^e siècle. A l'ouest et au sud de la Russie d'Europe, les ouvertures maritimes sur la mer Baltique et la mer noire sont fortement réduites, du fait de l'indépendance des Pays baltes, de l'Ukraine et de la Géorgie (Baltes et Géorgiens refusent d'intégrer la Communauté des Etats Indépendants ; les Géorgiens s'y résigneront ensuite). L'orientation occidentale de ces nouveaux Etats est clairement perçue comme une menace par les hommes qui dirigent la Russie contemporaine et la stratégie de tension mise en œuvre dans le Caucase du Sud vise explicitement à les détourner de l'Union européenne et de l'OTAN. En Asie centrale, les cinq entités artificiellement découpées au sein de l'ancien Turkestan russe, très majoritairement de langue turcophone (exception faite du Tadjikistan) et de religion musulmane, ont accédé à l'indépendance. La Russie y conserve des positions fortes mais elle y est vigoureusement concurrencée tant par les Occidentaux que par les Chinois ; le pluralisme géopolitique de l'Asie centrale contrarie la volonté de donner forme à une sorte d'union post-soviétique centrée sur la Russie, sur la base d'une CEI politiquement et militairement intégrée (6).

De la Russie-Soviétie à la Russie-Eurasie

En revanche, la Fédération de Russie a conservé l'Extrême-Orient russe et les Provinces maritimes (au sud et à l'est de Tynda), parties intégrantes de la République soviétique de Russie dans le cadre de l'URSS, bénéficiant ainsi d'une large ouverture sur l'Asie-Pacifique. La partie orientale de la Russie est composée de différentes régions géographiques et administratives : l'« *okroug* » d'Extrême-Orient (6,17 millions de km² ; 6,5 millions d'habitants) ; la région du Baïkal, divisée en plusieurs unités (1,56 millions de km² ; 4,5 millions d'habitants). Cette Russie d'Extrême-Orient s'étend donc sur un espace une fois et demie supérieur à celui de l'Union européenne mais elle ne compte que 11 millions d'habitants ; dans les parties qui jouxtent la Chine populaire, principal foyer démographique mondial, les populations de citoyenneté russe ne sont que 6 millions (à comparer aux 110 millions de Chinois des régions frontalières). La faible emprise au sol de la population russe, les rigueurs climatiques et les limites en capacité des réseaux de circulation (Transsibérien et Baïkal-Amour-Magistral) entravent la pleine mise en valeur des ressources naturelles (forêts, minerais et hydrocarbures).

La croissance et le développement de l'Extrême-Orient russe requièrent une plus grande ouverture sur les économies d'Asie-Pacifique, celles de Chine populaire, du Japon et de Corée du Sud, en tout premier lieu. Une stratégie économique régionale d'une telle envergure ne saurait être conduite depuis le centre politique moscovite et la « verticale du pouvoir » prônée par Vladimir Poutine est susceptible de contrarier les dynamiques russo-orientales ; l'affirmation du binôme métropolitain Khabarovsk-Vladivostok en tant qu'axe d'intégration régionale, tant au plan politique qu'économique, conditionne dans la durée la bonne insertion de l'Extrême-Orient russe dans les réseaux d'échanges est-asiatiques. En l'état actuel des choses, la forte croissance du commerce extérieur de la Russie avec ses voisins d'Asie-Pacifique ne suffit pas à impulser un développement équilibré de l'Extrême-Orient russe et il reste beaucoup à faire pour valoriser pleinement cette fenêtre maritime (la Russie n'est pas encore une « puissance commerciale globale », loin s'en faut). Effective depuis 1998, la participation de la Russie au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) ne saurait faire illusion (7).

Sur le plan diplomatique, les dirigeants russes mettent en exergue la dimension est-asiatique de leur pays et il serait erroné d'y voir une simple rhétorique destinée à renégocier en position de force leur « partenariat conflictuel » avec les puissances occidentales (Etats-Unis, pays membres de l'UE et de l'OTAN). Approuvée par Vladimir Poutine le 30 juin 2000 et toujours en vigueur, la doctrine de politique étrangère de la Russie souligne l'importance des liens avec l'Asie, notamment avec la Chine populaire, et le fait que le nouveau président russe, Dmitri Medvedev, ait effectué son premier voyage à l'étranger à Pékin (avec une étape hautement significative au Kazakhstan), les 23 et 24 mai 2008, atteste de la continuité des grandes orientations diplomatiques. Le « partenariat stratégique » sino-russe du 24 avril 1996 a été suivi d'un traité de bon voisinage d'amitié et de coopération, le 16 juillet 2001, et d'un accord final de délimitation des frontières communes, le 14 octobre 2004. Les déclarations sino-russes en faveur d'un « monde multipolaire » abondent, le commerce bilatéral est en forte croissance et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), principalement animée par Pékin et Moscou, semble avoir le vent en poupe.

La Russie, « nation euro-pacifique » (8) ?

Pourtant, la relation sino-russe n'a pas abouti à un axe géopolitique Moscou-Pékin (9). En Russie, le « complexe mongol » demeure et nombre de dirigeants russes sont circonspects quant aux perspectives de ce partenariat. La coopération militaro-industrielle marque le pas et les militaires russes se sont opposés à la vente de plusieurs systèmes d'armes (chasseurs, bombardiers et missiles de haute technologie) ; la logique commerciale domine dans les discours mais elle ne suffit pas à dissiper le spectre d'une menace militaire à l'Est. Quant aux négociations bilatérales sur le projet d'oléoduc Angarsk-Daqing, depuis les gisements pétroliers de Sibérie orientale jusque dans le nord de la Chine du Nord, elles achoppent sur la question du tarif et plus encore sur le refus des dirigeants russes de se lier à un acheteur final en position de force. La préférence pour un oléoduc acheminant le pétrole jusqu'à Nakhodka, avec des débouchés commerciaux vers le Japon, la Corée du Sud voire les Etats-Unis, et une possible dérivation vers la Chine, semble attestée (la construction de gazoducs est aussi à l'état de projet). Enfin, la Russie et la Chine sont en compétition ouverte en Asie centrale, sur le plan énergétique et économique comme sur le plan diplomatique, et cette vive rivalité hypothèque les scénarios de transformation de l'OCS en une véritable alliance. Au vrai, en est-il seulement question ? Les communes déclarations « anti-hégémoniques » (c'est-à-dire anti-américaines) masquent difficilement les oppositions de fond.

L'autre grand acteur régional en Asie-pacifique est le Japon, première économie de la région et possible puissance globale de rang planétaire, alliée des Etats-Unis depuis le traité de San Francisco (8 septembre 1951). Si avec quelque 6000 km de littoral, la Russie dispose de larges ouvertures sur l'océan Pacifique, il faut rappeler le fait que l'essentiel du peuplement se trouve dans le tiers méridional de l'Extrême-Orient russe, à la latitude de l'archipel japonais. Le port de Vladivostok a été construit sur les rives de la mer du Japon et les quatre principales îles de l'archipel japonais forment une barrière en direction de l'océan Pacifique. Dès la fin du XVII^e siècle, pêcheurs japonais et russes sont en concurrence sur les îles au nord d'Hokkaido (archipel des Kouriles et Sakhaline) et les tensions territoriales sont croissantes. Signé en 1855, le traité de Shimoda reconnaît la souveraineté de la Russie sur les Kouriles du Nord et celle du Japon sur les Kouriles du Sud ; l'île de Sakhaline est placée sous administration conjointe. En 1875, un nouveau traité est signé à Saint-Pétersbourg : le Japon renonce à sa souveraineté sur Sakhaline et l'exerce en totalité sur l'archipel des Kouriles.

Les rivalités d'influence en Mandchourie et en Corée mènent à la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Les forces terrestres et navales de la Russie sont défaites et le traité de Portsmouth (5 décembre 1905) entérine la victoire japonaise ; l'île de Sakhaline passe sous souveraineté japonaise, la Mandchourie et la Corée entrent dans la sphère d'influence nipponne. Au cours de la guerre civile russe, le Japon débarque à Vladivostok un corps expéditionnaire qui ne sera évacué qu'en 1922. Le Japon reconnaît le régime bolchevik en 1925 mais les relations demeurent conflictuelles et les armées des deux pays s'affrontent en Mandchourie (1938-1939). Pourtant, la signature du Pacte germano-soviétique (23 août 1939) modifie la donne géopolitique jusqu'en Extrême-Orient ; le 13 avril 1941, Moscou et Tokyo signent un pacte de neutralité de cinq ans. Il est rompu par l'URSS le 8 août 1945, entre les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, ce qui permet à Moscou de s'emparer de Sakhaline et des Kouriles, conformément à un accord secret passé lors de la conférence de Yalta (10).

Les inimitiés russo-japonaises de l'après-1945

Le Japon ne reconnaît aucune valeur à cet accord secret et le différend territorial sur les Kouriles perpétue les inimitiés russo-japonaises, sur fond de Guerre froide et de stratégie globale de *containment*, suite à l'extension du communisme en Asie (la Chine continentale devient communiste en 1949 ; l'année suivante éclate la guerre de Corée). Des pourparlers sur un traité de paix russo-japonais sont ouverts en 1956 : Tokyo exige la restitution préalable des îles de Kunashiri et Etorofu (les Kouriles du Sud) ainsi que des îles voisines de Shikotan et Habomai ; Moscou s'y refuse mais propose la restitution de ces deux îles moyennant l'abandon des revendications sur les Kouriles du Sud. La négociation tourne court. Une seconde tentative échoue en 1972 et le Japon se rapproche alors de la Chine populaire, dans le sillage des Etats-Unis ; le 12 août 1978, Tokyo et Pékin signent un traité de paix. Pour contrer ce nouveau triangle géostratégique, Moscou renforce son implantation militaire sur les îles de Kunashiri et Etorofu (7000 hommes et une base aérienne). La mer d'Okhotsk fait alors figure de *Mare Clausum* soviétique (11).

L'affirmation de la puissance économique japonaise au cours des années de « haute croissance », de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1980, semble avoir joué un rôle essentiel dans le phénomène Gorbatchev. Largement distancée par les Etats-Unis dans tous les domaines, l'URSS est en passe d'être dépassée par le

« petit » Japon ; une partie des dirigeants soviétiques, notamment dans l'élite partitocrate du KGB, prend pleinement conscience des « contradictions internes » du socialisme. Gorbatchev tente une ouverture vers le Japon dans le domaine des relations économiques (discours de Vladivostok, 28 juillet 1986) et divers accords de coopération sont signés dans les mois qui suivent. Les citoyens japonais ont désormais la possibilité de se rendre sur les tombes de leurs ancêtres qui reposent dans les Kouriles du Sud mais le différend territorial n'est pas réglé. Lors d'un voyage au Japon, le premier dirigeant russe de la période post-soviétique, Boris Eltsine, laisse entrevoir un possible règlement sur la base des propositions formulées par Moscou en 1956 mais l'ouverture ne va pas au-delà. En septembre 2000, le voyage au Japon de Vladimir Poutine n'a pas débouché sur de nouvelles négociations malgré la volonté affichée de diversifier les partenariats économiques en Asie. Tokyo posant la restitution des Kouriles du Sud en préalable à toute intensification des relations économiques bilatérales, les liens russo-japonais ne peuvent être renforcés (le nucléaire nord-coréen pourrait être le banc d'essai de relations diplomatiques plus étroites).

La crise nucléaire nord-coréenne et les ambivalences russes

Le peu d'influence des dirigeants russes sur la question nucléaire nord-coréenne vient par ailleurs illustrer l'incapacité de la Russie à se poser en « producteur de sécurité » en Corée comme dans l'ensemble de l'aire est-asiatique (12). Au début de son premier mandat présidentiel, Vladimir Poutine a mis en œuvre une politique d'équidistance entre Corée du Nord et Corée du Sud. Le 9 février 2000, Moscou et Pyongyang signent un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, en retrait toutefois par rapport au traité de 1961 (la clause d'assistance militaire automatique n'est pas reprise) ; Vladimir Poutine est ensuite le premier chef d'Etat russe, période soviétique comprise, à se rendre en Corée du Nord (juillet 2000). Parallèlement, la Russie s'efforce de développer des relations économiques et sécuritaires avec Séoul et le président russe effectue l'année suivante un voyage en Corée du Sud (février 2001).

Pourtant Moscou n'est pas parvenue à se poser en médiateur entre les Etats-Unis et la Corée du Nord (13) ; son poids propre dans les négociations à six (Etats-Unis, Chine, Japon, Russie, Corée du Sud, Corée du Nord) est réduit. « *L'objectif du Kremlin, expliquent Anne de Tinguy et Isabelle Facon, était de ne pas se trouver à l'écart des recompositions géopolitiques ultérieures dans le cadre d'une éventuelle réunification coréenne et – à plus long terme – d'être « récompensé » par des liens politiques et économiques forts* ». Ajoutons que la confirmation par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) de liens nucléaires occultes entre la Corée du Nord et la Syrie – Damas est l'un des « points d'entrée » de la Russie au Proche-Orient (14) - a mis en évidence la complaisance de Moscou dans l'affaire du nucléaire nord-coréen : la Corée du Nord est avant tout considérée comme une alliée de la Russie et un défi stratégique à l'encontre des Etats-Unis. Depuis, le dernier essai nucléaire nord-coréen (25 mai 2009) et le lancement de plusieurs missiles balistiques ne semblent pas avoir modifié en profondeur l'approche russe de cette question éminemment géopolitique, bien que le vote de la résolution 1874, le 12 juin 2009, suggère une possible politique de plus grande fermeté (15).

Une puissance eurasienne

L'histoire de la formation territoriale de la Russie et l'analyse des rapports de puissance en Asie orientale montrent l'importance de l'Asie et du thème de l'Orient dans la géopolitique russe (géopolitiques-discours et géopolitiques-pratiques) ; le discours néo-eurasiste de certains idéologues russes est l'expression de cette « *Ostpolitik* » (16). Toutefois, la difficulté, voire l'incapacité, qu'éprouve Moscou à influencer de manière décisive les équilibres régionaux - et, plus encore, à y projeter sa puissance - doivent être pris en compte. Face à des pays qui la surclassent en bien des domaines, la Russie vise prioritairement à préserver le *statu quo* territorial et la sécurité régionale, à rééquilibrer ses relations économiques extérieures et, sur le long terme, à mieux insérer ses extensions territoriales asiatiques (au-delà de l'Oural) dans les dynamiques de croissance d'Asie-Pacifique.

Certains dirigeants russes évoquent un possible basculement vers l'Orient et cherchent de cette manière à faire pression sur leurs homologues occidentaux ; c'est ainsi que l'OCS a parfois été perçue comme une sorte d'« OTAN eurasiatique ». En vérité, la grande stratégie russe cherche à reconstituer une sorte d'union post-soviétique, dans les limites de la CEI, et à empêcher le glissement vers l'Ouest (Union européenne et OTAN) des républiques ex-soviétiques (Ukraine, Moldavie et république du Sud-Caucase). Au final, la Russie se veut une puissance eurasienne - les rhétoriques et représentations néo-eurasistes ne sont pas de simples discours auto-référentiels -, et c'est comme telle qu'elle doit être appréhendée. Le discours gorbatchévien de

la « Maison commune » (un héritage d'Andropov), celui de la « grande Europe », de Dublin à Vladivostok, ne sont décidément plus d'actualité. Quant à la figure de Michel Strogoff, elle ne saurait inspirer une géopolitique paneuropéenne conséquente.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

- (1) L'« *opritchnina* » désignait le domaine réservé du tsar, régi par une administration d'exception qui doublait les institutions traditionnelles (le domaine de la « *zemchtchina* »). Les officiers de l'« *opritchnina* » intervenaient de manière arbitraire sur l'ensemble du territoire pour « protéger le tsar ».
- (2) Cf. Yves Lacoste, « Une géopolitique de l'immensité », in *Hérodote*, « Géopolitique de l'URSS », n° 47, 4^e trimestre 1987, p. 29.
- (3) Voir Annexe 1.
- (4) Ce traité donne à la Russie Kertch et l'embouchure du Dniepr. La Crimée est annexée en 1783 et Catherine II entreprend avec Potemkine un voyage triomphal en « Nouvelle Russie ».
- (5) L'« honnête homme » se reportera aux pérégrinations de Corto Maltese entre Hong-Kong, Shanghai et la frontière russo-mandchoue. Cf. Hugo Pratt, *Corto Maltese en Sibérie*, Casterman, Bruxelles, 2001.
- (6) Sultan Galiev est exclu du parti et emprisonné (1923) puis liquidé (1940) ; le « sultangalievisme » est dénoncé comme une idéologie réactionnaire. Une grande offensive contre l'islam est lancée et les Bolcheviks sédentarisent par la force les nomades d'Asie centrale.
- (7) La Communauté économique eurasiatique et l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) préfigurent ce que serait une telle sphère d'influence exclusive. Toutefois, les gouvernements et appareils de pouvoir des pays membres de ces instances cherchent à accroître leur liberté d'action ; significativement, aucun d'entre eux n'a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.
- (8) Signalons aussi l'ouverture de la Russie aux différents forums régionaux et régimes juridiques asiatiques, notamment en Asie du Sud-Est (déclaration conjointe Russie-Asean de juin 2003 ; adhésion au traité de Bali sur la paix et la coopération en Asie du Sud-Est en novembre 2004 ; participation au sommet Asean de décembre 2005).
- (9) L'expression est empruntée à Dmitri Trenine, analyste russe selon lequel la Russie des années 2000 se comporterait de manière croissante comme une « nation euro-pacifique ».
- (10) Cf. Laurent Vinatier, Jean-Sylvestre Mongrenier, *La Russie, de Poutine à Medvedev*, Editions Unicomm, Paris, 2008, pp. 65-72.
- (11) La division de la péninsule coréenne en deux Etats antagoniques, avec toutes ses conséquences géopolitiques, est aussi une retombée de cette rupture du pacte de neutralité. En mai 2009, les rebondissements de la crise nucléaire nord-coréenne ont remis au premier plan l'armistice de Panmunjom (juillet 1953), dénoncé par Pyongyang.
- (12) En septembre 1983, l'attaque par la chasse soviétique d'un Boeing de la *Korean Airlines* au-dessus de l'île de Sakhaline illustre dramatiquement la gravité des tensions internationales en Extrême-Orient et conduit au renforcement des liens stratégiques entre le Japon et les Etats-Unis.
- (13) Nous suivons ici l'analyse d'Anne de Tinguy et d'Isabelle Facon, in Anne de Tinguy (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, CERI-Autrement, Paris, 2008, pp. 175-176 et 187-188.
- (14) En 1993, la Russie a condamné le retrait nord-coréen du traité de non-prolifération nucléaire. Depuis, divers essais nucléaires et balistiques nord-coréens (essais nucléaires en 2006 et 2009 ; essais balistiques multiples, notamment en mai 2009) sont intervenus mais Moscou, à l'instar de Pékin, a refusé d'appliquer la ferme politique de sanctions internationales préconisée par les Occidentaux, le Japon et la Corée du Sud (résolution 1718, 14 octobre 2006). Le nouveau cours suggéré par l'adoption de la résolution 1874, le 12 juin 2009, devra être validé dans la durée.
- (15) Dans l'ensemble moyen-oriental, l'Iran est le principal partenaire géopolitique de la Russie et les coopérations entre ces deux pays sont multiples (commerce d'armes, coopération énergétique dans le domaine du nucléaire et celui des hydrocarbures, coopération spatiale, projets d'ordre logistique et concertation diplomatique). Voir l'encadré « *La Russie au Moyen-Orient* ».
- (16) Voir Annexe 2.
- (17) Dans cette résolution adoptée à l'unanimité de ses quinze membres, le Conseil de sécurité a mis en place un système renforcé d'inspection des cargaisons aériennes, maritimes et terrestres à destination ou en provenance de Corée du Nord, y compris en haute mer, et un élargissement de l'embargo sur les armes. Le texte prévoit aussi un alourdissement des sanctions financières à l'encontre de Pyongyang, l'allongement de la liste des entités nord-coréennes frappées d'un gel de leurs avoirs financiers à l'étranger, l'inclusion d'individus sur cette liste.

Annexe 1

Du « malheur russe » au « despotisme oriental »

L'histoire des principautés russes et celle de l'Occident romano-germanique divergent dès le Moyen Age. La *Rus'* de Kiev participait de la Chrétienté romano-orientale et entretenait des relations actives avec l'Occident mais le choc mongol et la longue domination des Tatars de la Horde d'or ont eu de profondes conséquences sur les modes d'organisation, les mœurs et les mentalités des populations russes. Alors que l'Occident se couvre de cathédrales et voit se multiplier les défrichements (le « beau XIII^e siècle »), la partie méridionale des plaines russes est directement intégrée dans le système de domination des Mongols. Le centre de gravité du monde russe se déplace vers les forêts du nord et la principauté de Moscou, dont le grand prince collecte le tribut pour les Mongols.

Pour les tenants de la thèse du « malheur russe », le joug mongol aurait imprimé la marque du despotisme oriental sur l'histoire et la société. Les héritages historiques et la formidable expansion territoriale de la Russie au-delà de l'Oural expliqueraient la reproduction des méthodes de pouvoir « asiatiques » ; ainsi l'*opritchnina* d'Ivan le Terrible serait-elle l'expression de ce despotisme oriental. Cette histoire de longue durée serait la ligne de force de l'actuel régime politique russe (le « système Poutine ») dont les caractéristiques se sont particulièrement accusées dans l'après-Eltsine.

De fait, les caractéristiques du régime en place rappellent celles du vieux « système russe » : un ordre politique centralisé sur le Kremlin, animé par une élite de pouvoir qui n'est pas responsable (ne rend pas compte de son action politique) ; le poids des clans politico-affairistes et l'importance corrélative du clientélisme (le pouvoir repose sur l'acquisition et la redistribution des rentes énergétiques et minérales) ; une faible institutionnalisation et une sujétion toute relative des acteurs à l'Etat de droit (règles constitutionnelles et règne de la loi). Bref, le « système russe » relève de ce que l'on nomme en science politique un « autoritarisme patrimonial », marqué par le mélange des genres.

Faut-il y voir un épiphénomène du « despotisme oriental » ? Cette thématique nous renvoie aux origines mêmes de la philosophie politique, de l'histoire et de la géographie, avec les figures d'Hérodote (les guerres médiques comme lutte entre la liberté et la servitude) et d'Aristote (la Cité grecque comme mode d'accomplissement de l'Homme de vertu par opposition au désordre des empires orientaux). Le thème du « despotisme oriental » se retrouve dans l'œuvre de Montesquieu, de Hegel et de Marx (le mode de production asiatique), pour s'en tenir à quelques exemples. Au XX^e siècle, Karl Wittvogel est le principal théoricien de cette approche historique, socio-économique et théorique des systèmes de pouvoir asiatiques. Ses travaux sur les structures politiques de la Chine ancienne et l'importance des ressources hydrauliques dans le contrôle social lui permettent d'analyser le fonctionnement de l'URSS comme la résurgence d'un mode de pouvoir asiatique (cf. *Le despotisme oriental*, éditions de Minuit, 1957).

L'ambivalence du rapport de la Russie à l'Occident, le renforcement des discours anti-occidentaux, les pratiques du pouvoir et les multiples références à une « voie russe », fort proche du « modèle chinois » (ouverture économique sélective et fermeture politique), montrent à l'envi que la Russie s'est perdue dans la « transition » (vers la « démocratie de marché »). Toutefois, il ne faudrait pas négliger le poids de l'héritage soviéto-communiste et du *Kultur Bolchevismus* dans les modes de compréhension du « système russe ». En témoignent la continuité des élites et le rôle des *siloviki* ainsi que le sentiment d'impunité, le mépris du droit et la violence, phénomènes inhérents à la « culture » tchékiste.

Annexe 2

Eurasisme et néo-eurasisme

Les discours et représentations issus de la matrice eurasiste s'inscrivent en faux contre la vision d'une Grande Europe s'étirant des rivages atlantiques aux monts Oural (l'« Europe de l'Atlantique à l'Oural »), vision élaborée par Vassili Tatichtchev (le géographe officiel de Pierre le Grand) faisant de la Russie un empire à cheval sur deux continents, avec un centre et des périphéries (la Sibérie est le substitut des possessions ultra-marines des puissances impériales occidentales).

On peut voir dans l'eurasisme comme vue-du-monde et idéologie un prolongement des débats du XIX^e siècle entre Slavophiles et Occidentalistes (la « Lettre » de Tchaadaev est publiée en 1836). Toutefois, la découverte au XVIII^e siècle de l'or des Scythes et de la civilisation des Kourganes avait suscité des interrogations d'ordre identitaire : les Russes étaient-ils des Européens de l'Est ou des Asiatiques de l'Est ? Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, des « panslavistes » orthodoxes comme Nicolas Danilevski (*La Russie et l'Europe*, 1871) et Konstantin Léontiev (*Byzance et le monde slave*, 1875) voient en la Russie une civilisation unique, forme de synthèse supérieure entre l'Orient et l'Occident. Ils se posent en tenants d'une union avec les peuples asiatiques et musulmans, y compris ceux de l'Empire ottoman, contre l'assaut de la modernité occidentale. In fine, la Russie doit se penser comme touranienne et non plus comme slave.

C'est après le coup de force bolchevik de 1917, dans les milieux de l'émigration blanche, que se développent les thèses eurasistes proprement dites. Nicolas Troubetskoï publie le Manifeste des Eurasistes à Sofia, en 1921, publie depuis Berlin une revue sur ces questions (il coopère sur le plan éditorial avec le géographe Karl Haushofer) il développe ses thèses dans divers ouvrages (*Russie-Eurasie* et *Le legs illustre de Gengis Khan*). Prague est alors le centre de ce courant de pensée (outre Troubetskoï, le géographe Pëtr Savitski et l'historien George Vernadsky y résident). Bien que ce premier eurasisme voie dans le phénomène bolchevik une manifestation de la vitalité russe, cette idéologie n'a pas d'influence en URSS pendant la période stalinienne.

Dans l'après-Staline et plus encore sous Brejnev, un nouvel eurasisme est représenté par l'historien et ethnographe Lev Goumilev, auteur d'ouvrages de référence en URSS et dans la Russie post-soviétique (voir notamment *La Russie médiévale et la Grande Steppe* ainsi que *Les rythmes de l'Eurasie*). Pour cet auteur au profil académique, la Russie a développé son identité ethnique, culturelle et spirituelle en étroite symbiose avec les peuples paléo-asiatiques et asiatiques des steppes. Ces dernières années, Lev Goumilev a été régulièrement réédité et Vladimir Poutine l'a cité dans certains de ses discours (sans employer le terme d'eurasisme).

Dans les années 1990, les thèses de Lev Goumilev ont fourni les matériaux intellectuels à une forme simplifiée d'eurasisme (un néo-eurasisme), afin d'influencer les décideurs politico-militaires et de mobiliser la population. Alexandre Panarin (disparu il y a quelques années) et Alexandre Douguine sont les représentants de ce néo-eurasisme, le second faisant plus figure d'idéologue que de théoricien (l'approche d'Alexandre Panarin était plus intellectuelle et nuancée). Définie comme « eurasiennne », la Russie aurait pour mission d'unifier l'Ancien Monde autour du *Heartland* russo-sibérien (référence explicite à Halford MacKinder) et constituerait une alternative à l'« Occident décadent ».

Depuis plusieurs années, on observe en Russie la diffusion des référents eurasistes qui, mêlés à des discours géopolitiques simplistes (oppositions Terre/Mer et Heartland/Rimland) et à de vagues considérations spiritualistes (on se gardera de parler de mystique), comblent le vide idéologique provoqué par l'effondrement du marxisme-léninisme. Pour Marlène Laruelle, spécialiste de la question, cet eurasisme passe-partout n'est peut-être qu'un nouvel habillage du nationalisme grand-russe. A noter que d'ex-républiques soviétiques, comme celle du Kazakhstan, promeuvent officiellement leur propre version de l'eurasisme (cf. Marlène Laruelle, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Petra Editions, 2007).

Annexe 3

Les limites du « partenariat stratégique » russo-indien

Sous la présidence de Boris Eltsine, la référence au « monde multipolaire » et la recherche d'appuis en Asie ont d'abord été pratiquées par Evgueny Primakov, ministre des Affaires étrangères (1996) puis premier ministre (1998-1999). Ce représentant de l'école diplomatique soviétique était partisan d'un jeu triangulaire entre la Russie, la Chine populaire et l'Inde, pour contrebalancer les Etats-Unis et l'Occident, thématique ensuite reprise par Vladimir Poutine (voir le sommet triangulaire de Vladivostok, juin 2005). La vigueur de la relation bilatérale sino-russe a parfois éclipsé les liens avec l'Union indienne et les communes préoccupations russo-indiennes en Afghanistan, au Pakistan et en Asie centrale (la Russie y ajoute des projets de corridors de circulation à travers l'Asie centrale, en direction du golfe Arabo-Persique et de l'océan Indien).

Les liens entre Moscou et New-Delhi sont un héritage de la Guerre froide au cours de laquelle l'Inde faisait montre d'une neutralité bienveillante à l'endroit de l'URSS et signait d'importants contrats d'armement ; l'armée indienne est encore aujourd'hui équipée à 70% de matériel russo-soviétique. En 1993, Boris Eltsine se rend en Inde avec pour priorité le développement du commerce bilatéral, des ventes d'armes et de la coopération technique ; les deux pays renforcent leurs liens sur le plan du nucléaire civil (accords sur la construction de deux réacteurs russes en juillet 1998). Un « partenariat stratégique » a été signé lors d'une visite de Vladimir Poutine (octobre 2000) et des exercices militaires réguliers sont aussi organisés entre les armées des deux pays (Indra 2003, 2005 et 2007).

En fait de troisième pilier d'une improbable « coalition anti-hégémonique », l'Inde fait plutôt figure de contrepoids à la Chine populaire en Asie (aussi bien pour la Russie que pour l'Occident). Pourtant, le partenariat entre Moscou et New-Delhi doit être relativisé et il n'est aucunement exclusif. Ainsi New-Delhi et Washington ont-ils instauré d'étroites relations bilatérales (signature d'accords nucléaires civils en juin 2006, lors d'une visite de George W. Bush) et l'armée indienne a participé à d'importantes manœuvres militaires avec celles des Etats-Unis, de l'Australie et du Japon ; la constitution d'un « arc des démocraties » dans l'océan Indien et en Asie-Pacifique a un temps été évoquée. Sur le marché des armements, l'Inde n'est pas une « chasse gardée » de la Russie et la concurrence occidentale se fait pressante.

Annexe 4

La Russie au Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, les années 1990 ont été marquées par la forte émigration de Juifs russes, vers Israël (environ un million de personnes), ce qui a modifié les rapports de force au plan démographique; plus du 1/7^e de la population israélienne est issue de Russie-Soviétique et de multiples réseaux transnationaux se sont maintenus. Pourtant, la relance de la diplomatie russe dans le monde arabo-musulman, la persistance de liens diplomatico-militaires avec les pays qui composaient le « front du refus » (Syrie, Iran) et les rapports entre Moscou et des mouvements islamistes (Hezbollah, Hamas) ne facilitent pas les relations bilatérales. Suite à la guerre russo-géorgienne d'août 2008, Israël a interrompu ses ventes d'armes à Tbilissi (drones, entre autres), à la demande de la Russie qui procède à l'achat de drones israéliens ; en contrepartie, Moscou aurait renoncé à livrer des S-300 (des systèmes anti-aériens modernes) à l'Iran mais la situation reste confuse.

Au cours de son second mandat présidentiel, Vladimir Poutine a de fait cherché à réorienter sa diplomatie en direction du monde arabo-musulman, de manière à poser la Russie en intermédiaire entre les pays de cette aire et les Occidentaux. Arguant de l'ancienne présence de populations musulmanes en Russie (16 millions selon le recensement de 2002), Moscou a demandé à participer aux travaux de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Vladimir Poutine est le premier chef d'Etat d'un pays non-musulman à participer à un sommet de l'OCI (2003) et depuis, la Russie a été admise comme pays observateur (2005), avec le soutien de l'Iran, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite. Lors de la conférence ministérielle de juin 2005, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a défini son pays comme faisant partie du monde musulman (OCI, Sanaa/Yémen, 29 juin 2005). Cette affirmation a été reprise par Vladimir Poutine dans son discours de Riyad (12 février 2007).

La revendication d'un rôle nouveau pour la Russie au Moyen-Orient s'est traduite par la réactivation des « amitiés » héritées de la diplomatie soviétique et un discours empreint de philo-arabisme (voir, en avril 2005, la visite de Vladimir Poutine en Egypte et au siège de la Ligue Arabe). A deux reprises, l'ancien président russe a reçu les dirigeants du Hamas (mars 2006, février 2007) et la Russie est le seul membre du Quartet à s'engager aux côtés de cette organisation définie comme terroriste. Les relations avec la Syrie sont renforcées (Bachar Al-Assad est reçu à Moscou en 2005 et 2006) ; la dette syrienne est annulée et divers types d'armement lui sont livrés, au grand dam d'Israël (la vente de missiles Iskander et de S-300 a été envisagée), et des facilités navales (Lattaquié, Tartus) sont accordées. Les relations entre Moscou et Damas sont à mettre en relation avec l'étroit partenariat géopolitique Moscou-Téhéran et l'ambivalence de la Russie dans la crise nucléaire iranienne.

Le soutien apporté par Riyad à Moscou dans l'obtention d'un siège d'observateur à l'OCI souligne par ailleurs les bonnes relations que la Russie s'efforce de développer avec les régimes arabes sunnites du golfe Arabo-Persique (tournée diplomatique de 2007). La crise irakienne, le souci de l'Arabie Saoudite et de l'ensemble des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) de rééquilibrer leur alliance avec les Etats-Unis (quête de réassurances) ont permis de dépasser les inimitiés suscitées par la guerre de Tchétchénie et la diffusion de l'islamisme dans le Nord-Caucase. Dans le Golfe, il faut encore mentionner l'importance des relations avec le Qatar, sur le plan énergétique (mise sur pied d'une troïka gazière, avec l'Iran, et thématique d'une « OPEP du gaz ») ; les Emirats Arabes Unis ne sont pas non plus négligés.

Dans le golfe Arabo-Persique, la Russie a aussi pour ambition d'ouvrir de nouveaux marchés pour son industrie d'armements (le Moyen-Orient représente 10% des exportations russes), en sus des coopérations énergétiques (nucléaire et hydrocarbures). Au total, la percée russe dans cette zone de force de l'engagement américano-occidental reste limitée et Moscou peine à faire valoir ses atouts en tant que producteur de sécurité et de stabilité (voir son effacement lors des conflits de 2006, au Liban-Sud, et 2008-2009, à Gaza). Il sera aussi difficile de concilier l'approfondissement du partenariat géopolitique Moscou-Téhéran et la consolidation des liens avec les régimes arabes sunnites de la région.